



attac



# LES DÉCLARATIONS DES CHEFS D'ÉTAT TRADUITES EN MESURES CONCRÈTES!



POUR QUE LES  
MINISTRES NE  
MANQUENT PAS  
D'IMAGINATION

CHEF D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT	EXTRAITS DES DÉCLARATIONS LE 29 NOVEMBRE AU BOURGET	RESTÉES SANS LENDEMAIN, LES DÉCLARATIONS DES CHEFS D'ÉTAT MÉRITENT D'ÊTRE TRADUITES EN MESURES CONCRÈTES!
François Hollande et Laurent Fabius	« C'est au nom de la justice climatique que nous devons agir »	La France s'engage à faire respecter le principe de responsabilités communes et différenciées dans l'ensemble de l'accord de Paris (finance compris).
	« Comment accepter que ce soient les pays les plus pauvres, ceux qui émettent le moins de GES qui soient les plus vulnérables ? »	La France refusera tout accord qui ne respecte par un objectif maximum de 1,5°C et demande à l'UE d'en faire autant.
	« L'accord doit être contraignant »	La France propose de rendre les INDCs contraignants avec révision obligatoire et mécanisme de sanction en cas de non-respect de ces objectifs.
	« La mobilisation des financements et des technologies en faveur des pays du Sud doit progresser »	La France s'engage à lever les Droits de propriété intellectuelle (DPI) sur les technologies et à obtenir l'équivalent au sein de l'OMC. Ainsi qu'à tout faire pour l'inclusion d'une taxe sur les transactions financières dans l'accord.
Barack Obama	« Nous déploierons les ressources pour que les pays en développement évitent de passer par la phase polluante du développement »	Les États-Unis retirent leur proposition de ne plus baser les financements sur la « responsabilité commune mais différenciée ».
	« Tout à fait conscient d'être à la source du problème »	Les États-Unis revoient leur INDC à la hausse, pour faire leur juste part et se conformer aux préconisations du GIEC, ouvrant à des révisions d'autres pays.
Xi Jinping	« Mon pays participe activement à la campagne de lutte contre les changements climatiques »	La Chine, suivant la décision des États-Unis, prévoit désormais d'atteindre son maximum d'émission dès 2020, et une réduction à partir de 2025.
Angela Merkel	« Les mécanismes d'ambition dont il faut nous doter devront être contraignants. Nous savons que les objectifs doivent être renforcés et pas diminués, tous les cinq ans »	L'Allemagne demande à l'UE de revoir son INDC de façon conforme aux préconisations du GIEC, et propose à l'UE de soutenir une refonte des règles commerciales de l'OMC introduisant une contrainte climatique.
Narendra Modi	« La justice climatique demande qu'(...)on laisse suffisamment de place pour la croissance des pays en développement »	Suite aux engagements des États-Unis, de la Chine et de l'Allemagne, l'Inde s'engage à faire transiter les financements du charbon vers les renouvelables.
David Cameron	« Au lieu de devoir présenter des excuses à nos enfants demain, il faut agir aujourd'hui »	Le Royaume-Uni appuie la proposition de l'Allemagne et ajoute vouloir instaurer un moratoire mondial sur l'exploitation d'hydrocarbures de schiste.
Justin Trudeau	« Notre gouvernement fait du changement climatique sa première priorité - Nous voulons bâtir une économie durable »	Le Canada s'engage à introduire un moratoire sur les investissements dans les sables bitumineux et à respecter les droits des peuples indigènes.
Vladimir Poutine	« Il faut rappeler le rôle très important des forêts qui sont le poumon de la planète »	La Russie s'engage à respecter les forêts, à financer la lutte contre la déforestation et à prendre l'année 2005 comme année de référence pour ses émissions.
Evo Morales	« Le capitalisme est un crime contre la Terre-Mère »	La Bolivie propose que l'accord de Paris reprenne les principales dispositions définies à Cochabamba lors du sommet des peuples (avril 2010).
Christopher Loeak, Président des îles Marshall	« Pour nous, la COP21 doit être un tournant dans l'histoire »	Au nom des AOSIS, les îles Marshall se félicitent des nouveaux engagements et accepte la déclaration de Cochabamba comme base de l'accord de Paris.